

Sabrina LAVRIC

Maître de conférences en Droit privé et Sciences criminelles
 Faculté de Droit, Économie et Administration de Metz, Université de Lorraine
 Sabrina.lavric@univ-lorraine.fr
 Institut François GénY (IFG) – EA7301
 Laboratoire de Recherches Juridique et Économique (LARJE) – EA3329

I. Formation

2002-2008	Doctorat en Droit privé et Sciences criminelles, spécialité Sciences criminelles , Faculté de Droit, Sciences économiques et Gestion, Université Nancy 2
2006-2007	Master 2 Professionnel de Journalisme juridique , Faculté de Droit et de Science politique, Université Paul Cézanne – Aix-Marseille 3, <i>mention assez bien</i>
2001-2002	D.E.A. de Droit pénal et sciences criminelles , Faculté de Droit, Sciences économiques et Gestion, Université Nancy 2, <i>mention bien</i>
2000-2001	Maitrise de Droit, mention Carrières Judiciaires et Sciences Criminelles, Faculté de Droit, Sciences économiques et Gestion, Université Nancy 2 /Séjour ERASMUS à l'Université de Lancaster, <i>mention assez bien</i>
1997-2000	Licence de Droit, Faculté de Droit, Sciences économiques et Gestion, Université Nancy 2, <i>mention assez bien</i>
1997	Baccalauréat série Littéraire, Lycée Henri Poincaré, Nancy, <i>mention bien</i>

II. Enseignements

Statuts

Depuis 2025	Maître de conférences , Université de Lorraine, UFR DEA Metz
2021-2025	Maître de conférences , Université de la Nouvelle-Calédonie (délégation)
2013-2021	Maître de conférences , Université de Lorraine, UFR DEA Metz
2012-13	Enseignante vacataire , Université de Lorraine, UFR DEA Metz
2005-06	ATER , Faculté de Droit, Sciences économiques et Gestion, Université Nancy 2
2002-05	Allocataire de recherche , Faculté de Droit, Université Nancy 2

Disciplines

Droit pénal général, Procédure pénale, Droit pénal spécial, Droit de la peine, Droit pénal international, Droit européen des droits de l'homme, Droit de la presse, Droit pénal médical, Criminologie

Cours dispensés en anglais : *Globalization of crime* (5 HCM, Metz Summer school, juin 2019), *Theoretical & applied criminology* (18 HCM, Institut Sorbonne Kazakhstan, IFELES, juin 2020), *Kanak custom & criminal law* (6 HCM, Metz summer school, juin 2025)

Projets & initiatives pédagogiques

2019	Création d'une Summer school (« Law & Economics : Modern Issues »), à destination d'étudiants internationaux (Tioumen, Almaty), proposant 60 heures de séminaires dispensés en anglais, 15-30 juin, UFR DEA Metz
------	---

III. Recherche

Principaux thèmes de recherche : Procédure pénale, Droit processuel, Droit européen des droits de l'homme, Droit de la presse, Droit pénal des outre-mer

Thèse : « **Le principe d'égalité des armes dans le procès pénal** »

Directeur de recherche : M. François FOURMENT, Professeur, Université François Rabelais, Tours

Jury de soutenance :

- . Mme Renée KERING-JOULIN, Conseiller à la Cour de cassation, Agrégée des Facultés (Présidente)
- . M. Jean-Pierre MARGUÉNAUD, Professeur à l'Université de Limoges (Rapporteur)
- . M. Yves STRICKLER, Professeur à l'Université Strasbourg 3 – Robert Schuman (Rapporteur)
- . M. Jean-François SEUVIC, Professeur à l'Université Nancy 2

Résumé : Le principe d'égalité des armes est reconnu dans de nombreux systèmes juridiques où il reçoit des applications variées. Accessoire du droit à un procès équitable en droit européen des droits de l'Homme, l'équilibre des droits des parties est compris, en droit français de source interne, comme le corollaire des droits de la défense, alors que dans la *common law* – où il puise ses origines –, il exprime la garantie d'accès au juge. L'éparpillement des sources et la pluralité de significations rendent difficile l'analyse de sa place et de sa portée dans chaque ordre juridique concerné. Mais en tant que principe technique doté d'une nature finaliste appartenant à un droit en réseau, il revêt une acuité particulière dans un contexte d'émergence d'un droit processuel universel. La procédure pénale française, profondément transformée par le modèle du procès équitable, subit également un mouvement de pénalisation qui entraîne une confusion des rôles entre les « adversaires » et dénature l'objet du procès pénal. Les « armes » accordées aux parties demeurent insuffisamment équilibrées : la phase de mise en état connaît une avancée progressive de l'égalité des armes, par le renforcement des droits de la défense dans la phase d'enquête et celui du contradictoire pendant l'instruction ; le jugement, dans sa forme « classique », permet une meilleure application du principe d'égalité des armes, comme la phase d'exercice des voies de recours ; l'exécution des peines, enfin, déjà transformée dans le sens de l'équité, permet d'augurer d'un meilleur respect à venir du droit à un procès équitable. Gouvernant partiellement le procès pénal français, le principe d'égalité des armes pourrait constituer le trait d'union entre procédure informelle et ritualisée, en s'imposant comme une nouvelle éthique de l'acte de juger.

Publications

➤ Direction d'ouvrage(s)

2024 *La lutte contre les atteintes à la probité en Nouvelle-Calédonie*, Actes de la journée d'étude organisée par le LARJE, PUNC, juin 2024

➤ Articles, chapitre d'ouvrages et chroniques

2025 « Nouvelle-Calédonie : (re)légitimer la réponse pénale grâce au droit coutumier ? », in : *Savoirs autochtones et mémoires judiciaires*, dir. E. Cornut, Histoire de la justice, à paraître

« Droit des Outre-mer : Chronique de droit pénal, procédure pénale, droit pénitentiaire, politique criminelle » (dir. E. Gindre), *Revue de Science Criminelle et de Droit Pénal Comparé* 2024, 04, p. 877

2024 « Jugement à délai rapproché et droit européen des droits de l'homme », in : *Repenser le jugement des délits*, dir. D. Brach-Thiel, L'Harmattan, 2024, p. 61

« Les spécificités procédurales des infractions d'atteinte à la probité », in : *La lutte contre les atteintes à la probité en Nouvelle-Calédonie*, dir. S. Lavric, PUNC, p. 31

« Procédure pénale : une censure attendue et une réserve ambiguë » (à propos des décisis. nos 2023-1062 et 2023-1064 QPC), in : *Chronique de jurisprudence constitutionnelle*, RFDC 2024, n° 238, p. 518

« Haro sur la liberté d'expression, à propos du délai de prescription des injures et diffamations publiques envers les élus », *AJ Collectivités territoriales* 2024, p. 129

« Droit des Outre-mer : Chronique de droit pénal, procédure pénale, droit pénitentiaire, politique criminelle » (dir. E. Gindre), *RSC* 2023, 04, p. 861

- 2023 « Le soin des détenus en Nouvelle-Calédonie », in : *Les relations hôpital-prison*, dir. B. Py, LEH Édition, p. 195
- « Le retour des djihadistes à l'aune du droit européen des droits de l'homme : d'une inconventionnalité évidente à une protection résiduelle par la Convention », in : *Terrorisme et droits fondamentaux*, dir. D. Brach-Thiel, L'Harmattan, p. 61
- « Du "métrocentrisme" du droit pénal, à propos de la compétence pénale en Nouvelle-Calédonie », in : *Mélanges en l'honneur du Professeur Frédéric Stasiak*, dir. M. Martinelle, B. Py et J.-F. Seuvic, EDUL, p. 617
- « Liberté d'expression des élus : *vade-mecum* en matière de police du discours », AJ Collectivités territoriales 2023, p. 267
- « Éthique et procédure disciplinaire pénitentiaire : l'art et la manière d'infliger une sanction », in : *Éthique et droit pénal*, dir. J. Gallois et C. Liévaux, Dalloz, p. 399
- 2022 « Droit des Outre-mer : Chronique de droit pénal, procédure pénale, droit pénitentiaire, politique criminelle » (dir. E. Gindre), Revue de Science Criminelle et de Droit Pénal Comparé 2022, 04, p. 905
- « Affaires #metoo et #balancetonporc : la bonne foi redessinée à l'aune du débat d'intérêt général », in : dossier « Le débat d'intérêt général », Gaz. Pal. 6 sept. 2022, p. 65
- 2021 « La jurisprudence en matière de presse, entre rupture(s) et rééquilibrage(s) », AJ pénal 2021, p. 516
- « Détention provisoire : l'atteinte à la dignité doit constituer un motif légal de mise en liberté », in : *Chronique de jurisprudence constitutionnelle*, RFDC 2021, n° 126, p. 207 s.
- 2020 « Le cadre infractionnel du terrorisme » in : *Femmes, mineurs, terrorisme*, dir. J. Léonhard et C. Ménabé, EDULOR, 2020, p. 31
- 2019 « L'aveu : gage de vérité ? » in : *Violences sexuelles : entre vérité et mensonges*, dir. J. Léonhard, EDULOR, p. 232
- 2018 « Le "garantisme pénal" : pour la défense d'un droit pénal minimal », in : *Mélanges en l'honneur du professeur J.-F. Seuvic*, dir. B. Py et F. Stasiak, PUN – Ed. U Lorraine, 2018, p. 143
- « Enjeux et perspectives de la correctionnalisation judiciaire », AJ pénal 2018, p. 188 [en collab.]
- 2017 « La question du délai de prescription des infractions de presse », in : *La réécriture de la loi sur la presse du 29 juillet 1881 : une nécessité ?* dir. N. Droin et W. Jean-Baptiste, LGDJ, p. 167
- « L'exercice de la liberté d'expression dans les manifestations », in : *Manifestations et droit pénal*, Gaz. Pal. 24 janv. 2017, p. 77
- « La traduction française du principe *non bis in idem* », in : *Existe-t-il encore un seul non bis in idem ?*, dir. D. Brach-Thiel, L'Harmattan, p. 47
- 2015 « L'interdiction de sortie du territoire issue de la loi du 13 novembre 2014 », in : *Les combattants européens en Syrie*, sous la dir. de A. Jacobs et D. Flore, L'Harmattan, p. 147
- 2014 « De quelques aspects répressifs du paiement », in : *Le paiement*, dir. M. Mignot et J. Lasserre Capdeville, L'Harmattan, p. 267
- « La responsabilité sociétale de l'entreprise ou le renouvellement des sources de la responsabilité de la personne morale », in : *La responsabilité pénale de la personne morale, enjeux et avenir*, dir. A. Jacobs et D. Brach-Thiel, L'Harmattan, p. 191
- 2013 « La médiation pénale en France », in : *Les alternatives au procès pénal*, dir. A. Jacobs, L'Harmattan, p. 57
- 2009 « La responsabilité des médias », in : *La réforme du Code pénal et du Code de procédure pénale*, dir. V. Malabat et B. de Lamy, Dalloz, p. 265 [collab.]
- 2007 « La visioconférence, le procès de demain ? », AJ pénal 2007, p. 464

➤ Notes et observations

- Depuis 2007* Contributions régulières pour les revues AJ pénal et AJCT, le site Dalloz actualité, les pages d'actualités du Recueil Dalloz et le site Dalloz Actu Étudiant
- 2007* « Atteinte à la présomption d'innocence : qui n'agit pas tous les trois mois prescrit », note sous Cas. ass. plén., 21 déc. 2006, Légipresse n°243, Juill.-août 2007, p. 152
- 2005* « L'article préliminaire et le principe d'impartialité en procédure pénale », note sous Crim. 15 sept. 2004, D. 2005, p. 1138 [collab.]

Autres travaux de recherche individuels

- 2002* « **Les apports de l'affaire Pinochet au droit pénal international** » ; mémoire réalisé en vue de l'obtention du Master 2 en Sciences criminelles, sous la dir. de F. FOURMENT.

Participation à des manifestations scientifiques & des recherches collectives

Laboratoire de rattachement : Institut François Génys – IFG (UR 7301) - Membre associée du Laboratoire de Recherches Juridiques et Économiques – LARJE – Université de la Nouvelle-Calédonie (EA 3329)

- 2023* Participation à une recherche portant sur « **L'analyse quantitative et qualitative de la récidive en Nouvelle-Calédonie** », en partenariat avec le SPIP NC, le centre pénitentiaire et la cour d'appel de Nouméa

Participation au colloque « **Repenser le jugement des délits** », dir. D. Brach-Thiel, Nancy, 23 nov. 2023 (intervention sur « Jugement à délai rapproché et droit européen des droits de l'homme »)

Participation au colloque « **Les enjeux de la justice transitionnelle** », dir. N. Meyer, en partenariat avec l'IFJD, Nouméa, 7 nov. 2023 (synthèse de la table-ronde « Justice transitionnelle & pacification sociale : les enjeux de négociation, entre amnistie & jugement »)

Organisation d'une conférence « **Protection de l'enfance : quelles perspectives ?** » en partenariat avec la DPJ, animée par Frédéric Phaire, directeur de l'ENPJJ, Nouméa, 2 oct. 2023

Encadrement scientifique d'un séminaire « **Silence, on cogne !** » sur les violences intrafamiliales en Nouvelle-Calédonie, organisé par le Master Droit de l'UNC en partenariat avec la Gendarmerie nationale, Nouméa, 18 juill. 2023

Co-organisation d'un séminaire « **Demain, quelle justice en Nouvelle-Calédonie ? Focus sur les mineurs en justice** », en partenariat avec l'Association Française de l'Histoire de la Justice (présidée par Denis Salas) et la cour d'appel de Nouméa, Nouméa, 26 mai 2023 (intervention sur « l'exercice de la compétence pénale en Nouvelle-Calédonie »)

Participation au colloque « **Les relations hôpital-prison** », dir. B. Py, Nancy, 12-13 janv. 2023 (intervention sur « le soin des détenus en Nouvelle-Calédonie »)

- 2022* Participation au colloque « **Terrorisme et droits fondamentaux** », dir. D. Brach-Thiel, Nancy, 25 nov. 2022 (intervention sur « le rapatriement des djihadistes à l'aune du droit européen des droits de l'Homme »)

Organisation d'une conférence intitulée « **Quelles pratiques pénitentiaires pour prévenir la récidive ?** », animée par Denis Lafortune, Professeur à l'Université de Montréal, et Lionel Lecomte, directeur du SPIP NC, Nouméa, 3 octobre 2022

Organisation d'une journée d'étude consacrée à « **La lutte contre les atteintes à la probité en Nouvelle-Calédonie** », Nouméa, Université de la Nouvelle-Calédonie, 20 mai (intervention sur « les particularités procédurales des infractions d'atteinte à la probité »)

Participation à un projet de recherche collective sur « **Les prisons des outre-mer** » co-porté par l'UPF, l'UL, l'UNC et l'UG (1er volet sur « la dignité des détenus dans les prisons des outre-mer » à Tahiti les 28-29 avril 2022 ; 2e volet sur « les relations hôpital/prison » à Nancy les 12-13 janvier 2023 ; 3e volet sur « la réinsertion », Nouméa 2024 ; 4e volet sur « les populations carcérales », Cayenne 2025)

2018 Co-organisation d'une demi-journée d'étude consacrée à « **La correctionnalisation judiciaire : enjeux et perspectives** », Nancy, Faculté de droit, Sciences économiques et Gestion, 12 janv. 2018

2013-2016

Participation aux **Journées franco-belges de droit pénal**, co-portées par l'Université de Lorraine et l'Université de Liège (2013 : Les alternatives au procès pénal ; 2014 : La responsabilité pénale de la personne morale ; 2015 : Les combattants européens en Syrie ; 2016 : *Non bis in idem*)

2014 Co-organisation d'une table-ronde « **Paparazzi ! Quid juris ?** », autour de l'exposition « Paparazzi ! » du Centre Pompidou Metz, Espace Bernard Marie Koltès, Metz, 26 juin 2014

Encadrement de thèse(s)

2025 Jennifer BENDOUME, **Analyse de la détention préventive au Gabon : enjeux, pratiques et perspectives de réformes** (codir. B. PY), Université de Lorraine, ED SJPEG

2023 Judicaël STREETER, **La politique pénale du ministère public en Nouvelle-Calédonie** (codir. D. BRACHTHIEL), ED SJPEG, Université de Lorraine

2021 Laurie KOBAL, **Le traitement juridique des auteurs d'infractions sexuelles** (codir. J. LEONHARD), ED SJPEG, Université de Lorraine

2017 Jonas SIBER, **L'image et le procès pénal** (codir. F. FOURMENT), thèse soutenue le 31 août 2017, ED SJPEG, Université de Lorraine

Missions & Responsabilités scientifiques

De 2024 à 2025 **Référente Intégrité Scientifique, Éthique et Déontologie de la Recherche**, UNC

De 2023 à 2025 **Référente HAL**, LARJE, UNC

De 2021 à 2022 Membre du groupe de travail « refonte de la politique incitative de la recherche », UNC

De 2019 à 2021 Membre élu du Conseil scientifique de l'Institut François Génys, Université de Lorraine

IV. Responsabilités pédagogiques & administratives

Dep. sept. 2025 **Correspondante Relations Internationales pour la Composante**, UL, DEA
Responsable de la Summer school « Économie & droit »

De 2024 à 2025 **Directrice adjointe**, département Droit Économie Gestion, UNC

De 2022 à 2024 **Responsable pédagogique de la Licence Droit**, UNC

De 2018 à 2020 **Vice-Doyen en charge des Relations Internationales**, UFR DEA Metz

De 2017 à 2021 **Responsable pédagogique de la Deuxième année de Licence Droit**, UFR DEA Metz
Correspondante Relations Internationales pour la Composante (CRIC), UFR DEA Metz

De 2015 à 2018 **Codirectrice du Master 2 « Droit des procédures transfrontières »**, UFR DEA Metz

V. Autres Activités & expériences professionnelles

De 2021 à 2025 **Assesseur en commission de discipline pénitentiaire**, Centre pénitentiaire, Nouméa

Depuis 2009 Membre du comité de rédaction de Dalloz Étudiant, responsable de la rubrique Pénal

De 2007 à 2013 **Rédactrice juridique**, Éditions Dalloz, Paris